



**HAL**  
open science

# The Upper Limit. Punishment, Welfare and Social Order

François Bonnet

► **To cite this version:**

François Bonnet. The Upper Limit. Punishment, Welfare and Social Order. Sociologie. Sciences Po, 2018. tel-01963733v2

**HAL Id: tel-01963733**

**<https://hal.science/tel-01963733v2>**

Submitted on 21 Jan 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Institut d'études politiques de Paris

François Bonnet

Dossier préparé en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des  
recherches en science politique

présenté le 17 décembre 2018

Jury :

M. Daniel Cefai, directeur d'études, EHESS

M. Jacques de Maillard, professeur des universités, UVSQ (rapporteur)

M. Fabien Jobard, directeur de recherche, CNRS - CESDIP

Mme Hélène Périvier, économiste seniore, Sciences Po - OFCE

M. Daniel Sabbagh, directeur de recherche, Sciences Po - CERI (garant  
et rapporteur)

Mme Maud Simonet, directrice de recherche, CNRS - IDHES (rapporteure)

## Résumé en français du mémoire original (lequel est en anglais)

Depuis 1993, le crime aux États-Unis est tombé à des niveaux historiquement bas, conférant une légitimité extraordinaire au mélange particulier d'état-providence et de punition que le pays impose, avec des programmes sociaux toujours plus sévères pour les pauvres et les taux d'incarcération les plus élevés du monde. *The Upper Limit* (« la limite supérieure) vise à expliquer pourquoi.

Il y a une variation étonnante dans la manière dont les différents pays organisent l'état-providence et les pratiques pénales. Au Danemark, le salaire minimum est trois fois plus élevé qu'aux États-Unis. La plupart des Européens de l'Ouest bénéficient d'un mois de vacances payées, d'un enseignement supérieur quasi gratuit, de soins de santé et de garde d'enfants et d'allocations de chômage, tandis que la plupart des Américains à faible revenu doivent s'en passer. Les pratiques pénales sont également diverses. Aux États-Unis, les policiers tuent environ 900 civils dans les rues chaque année; les polices au Japon, en France, en Allemagne et au Royaume-Uni réunis en tuent à peine trente. Au Brésil, « dans une prison de Manaus, des têtes et des membres coupés étaient empilés sur le sol ». <sup>1</sup> En Finlande, les prisonniers peuvent aller au sauna.

*The Upper Limit* propose une nouvelle théorie de l'état-providence et des pratiques pénales qui explique pourquoi de telles variations existent et pourquoi, par exemple, la politique pénale aux États-Unis est dure et la politique sociale avare. Le niveau de vie de la classe la plus basse des travailleurs dans une société détermine la limite supérieure pour la générosité de l'état-providence, et pour l'humanité des peines dans cette société. Il s'agit d'une reformulation originale du principe victorien de *less eligibility* (moindre désirabilité) - chaque société doit rendre les politiques sociales moins attrayantes que le travail au salaire minimum, et organiser les châtiments pour que le crime soit moins attrayant que les aides sociales. Cette nouvelle théorie fournit un cadre élégant et convaincant pour comprendre pourquoi les sociétés gèrent leurs pauvres comme elles le font. Dans les pays scandinaves, le salaire minimum est si élevé que la limite supérieure pour le bien-être et la punition permet des aides généreuses à l'égard des pauvres et des peines légères ; aux États-Unis, le travail généralisé à bas salaire au bas du marché du travail ne permet que des aides mesquines et des sanctions sévères. Au Brésil, les pauvres survivent grâce à l'économie informelle et vivent sous la menace des escadrons de la mort. <sup>2</sup>

Il n'y a, *The Upper Limit* montre, rien de culturel ou spécifique à ces arrangements. Beaucoup de livres récemment publiés sur l'incarcération de masse expliquent ces différences en traçant la séquence des événements historiques, généralement des décisions politiques, qui ont conduit à la situation actuelle; <sup>3</sup> certains soulignent la nature raciste du système de justice pénale. <sup>4</sup> Ces comptes-rendus ont tendance à présenter le cas américain comme une exception parmi les autres pays développés. <sup>5</sup> Le problème est que l'exceptionnalisme est rarement une

---

<sup>1</sup> Anonymous. (2017, May 27). Too many prisons make bad people worse. There is a better way. *The Economist*. <https://www.economist.com/news/international/21722654-world-can-learn-how-norway-treats-its-offenders-too-many-prisons-make-bad-people>

<sup>2</sup> Scheper-Hughes 1992, 2015.

<sup>3</sup> Gottschalk 2006, 2015; Jacobs and Jackson 2010; Pfaff 2017.

<sup>4</sup> Tonry 2009; Alexander 2010; Murakawa 2014; Hinton 2016.

<sup>5</sup> Garland 2001; Wacquant 2009.

explication convaincante. Un autre corpus présente les États-Unis comme l'avant-garde du mouvement de convergence pénale. Contre les thèses de l'exception et de la convergence, *The Upper Limit* fournit une explication structurelle des modèles de punition et d'aides sociales dans les sociétés. Toutes les sociétés doivent gérer leurs pauvres, et lorsque les pauvres sont relativement mieux lotis, l'état-providence est plus généreux et les châtiments plus cléments. Parce que les États-Unis sont une société plus inégalitaire, où les travailleurs à bas salaire luttent à un degré inconnu dans la plupart des pays d'Europe occidentale, l'état-providence est moins généreux et les châtiments moins humains.

*The Upper Limit* met cette théorie en pratique pour expliquer l'augmentation de l'incarcération massive et les transformations de l'État-providence aux États-Unis. Ce faisant, le livre propose une nouvelle interprétation de l'histoire américaine d'après-guerre, basée sur un suivi étroit des niveaux de vie des bas salaires. En résumé, l'élévation du niveau de vie pendant les années 1960 (la Grande Société) ont permis les grandes avancées des politiques sociales et pénales, et la baisse du niveau de vie depuis les années 1970 ont abaissé la limite supérieure, forçant les décideurs à rendre l'aide sociale plus maigre et les punitions plus impitoyables. Ce grand ajustement a commencé dans les années 1970, dans le contexte de la hausse des taux de criminalité et des craintes grandissantes chez les conservateurs à propos de l'effondrement de l'ordre social. La baisse de la criminalité qui en a résulté, dans les années 1990, a donné une immense légitimité à l'incarcération de masse et, indirectement, à la réforme de l'aide sociale (*welfare reform*), en laissant entendre qu'un filet de sécurité affaibli n'entraînait pas de désordre accru.

La chute du crime est l'un des grands faits sociaux du tournant du millénaire. Entre les années 1960 et le début des années 1990, les taux d'homicides ont doublé aux États-Unis. Au cours des années 1970 et 1980, le crime est devenu une préoccupation centrale dans la vie américaine. Les sanctions pénales sont devenues plus sévères. Le taux d'incarcération a fortement augmenté dans les années 1980 pour devenir le plus élevé au monde. Pendant ce temps, les états et le gouvernement fédéral réforment radicalement la politique sociale, dans un effort qui aboutit à la *welfare reform* de 1996, explicitement conçue pour sortir les pauvres de l'aide sociale et les intégrer dans les marchés du travail. Dans les années 1990, le crime a fortement baissé. Les homicides ont chuté de près de moitié entre 1990 et 2010. Les crimes violents et contre les biens, tels qu'enregistrés par les enquêtes de victimisation, ont diminué dans des proportions similaires.<sup>6</sup> Les conséquences pour la population sont immenses: « les Américains les plus pauvres sont maintenant victimisés à peu près au même rythme que les Américains les plus riches au début des années 1990 ».<sup>7</sup> Les effets de la baisse de la criminalité étaient particulièrement visibles dans les grandes villes comme New York, où il y a eu une baisse de 82% des homicides entre 1990 et 2009.<sup>8</sup>

Il est extraordinairement difficile de déterminer les causes de la baisse de la criminalité. Parce que le crime est le concept moralement chargé par excellence, il est tentant de relier la chute du crime à une explication idéologiquement pratique. Les progressistes apprécient l'idée que l'immigration a fait chuter la criminalité,<sup>9</sup> tandis que les conservateurs préfèrent l'explication de la prison et de la police.<sup>10</sup> Des théories plus exotiques (l'introduction de l'avortement dans les années 1970 ou la baisse de l'exposition à la peinture au plomb) sont populaires parmi les

---

<sup>6</sup> Baumer et Wolff 2014, Tonry 2014.

<sup>7</sup> Sharkey 2018, p. 112.

<sup>8</sup> Zimring 2011.

<sup>9</sup> Stowell et al 2009, Wadsworth 2010

<sup>10</sup> Levitt 2004, Blumstein 2006, Zimring 2011

journalistes. Du mieux que je sache, voilà ce que nous savons. La criminalité a baissé dans la plupart des pays occidentaux en même temps, suggérant des causes mondiales telles que le vieillissement de la population et l'amélioration de la sécurité passive : la proportion croissante de personnes âgées réduit mécaniquement la criminalité, les gens deviennent plus prudents, leurs maisons sont mieux protégées contre les cambriolages, les voitures sont plus difficiles à voler, et ainsi de suite.<sup>11</sup> Mais chaque pays a ses spécificités, et les États-Unis ont connu un boom de la criminalité plus élevé que la moyenne dans les années 1960 et 1970. En outre, il existe des preuves que la baisse de la criminalité a commencé dans les années 1980, mais a été interrompue par un boom criminel soudain et de courte durée lié aux épidémies de crack.<sup>12</sup> Il existe des preuves que les changements dans les services de police, l'augmentation de l'incarcération et de meilleures perspectives économiques ont contribué à la baisse des tendances de la criminalité aux États-Unis.<sup>13</sup>

Bref, au cours des trente dernières années, les décideurs américains ont rendu l'aide sociale moins généreuse et les punitions plus dures. Une telle tendance semble être une recette pour le désastre – c'est que les scientifiques sociaux du XXe siècle auraient pensé. Pourtant, la société américaine ne s'est pas effondrée, au grand dam des progressistes du monde entier. En fait, alors que beaucoup considèrent le mix d'aide sociale et de punition comme aberrant, irrationnel et insoutenable, il est salué par les conservateurs américains comme un succès politique historique.<sup>14</sup> Dans leur vision du monde, le crime, les émeutes et le désordre général sont nés des politiques optimistes des années 1960 (la Grande Société, la Guerre contre la pauvreté). L'incarcération de masse et la réforme de l'état-providence ont (apparemment) rétabli l'ordre. Le crime est à des niveaux bas historiques ; les nuisances urbaines telles que les mendiants et les sans-abri sont repoussées loin des classes aisées; les villes se sont transformées dans le sens de la jouissance consumériste. Aucune redistribution sociale coûteuse n'était nécessaire, juste une police forte et des tribunaux prêts à appliquer la loi. Les États-Unis sont un pays globalement influent et son exemple est largement suivi. Dans les cercles politiques américains et internationaux, la baisse de la criminalité aux États-Unis a donné une légitimité considérable à l'idée que l'application répressive des lois et l'accès restrictif à l'aide aux pauvres constituent une manière parfaitement adéquate de gérer les nuisances de la pauvreté.

Parce que la réalité semble justifier le pessimisme anthropologique, beaucoup de réflexions progressistes ont tourné vers le constructivisme. Les constructivistes sont préoccupés par les utilisations politiques du discours. Ils se méfient des déclarations de faits, par exemple des statistiques sur des sujets sensibles, qu'ils perçoivent comme utilisant l'autorité de connaissances apparemment neutres à des fins politiques peut-être néfastes. En tant que tels, ils sont généralement mal à l'aise avec les discussions empiriques sur le crime et les aides sociales, et ont tendance à rejeter les problèmes (par exemple les variations des taux de criminalité) comme des *non sequitur* normatifs ou conceptuels.

Les constructivistes ont tout à fait raison de dire que dans le discours public, le crime et les aides sociales sont utilisés comme des insinuations codées pour stigmatiser les personnes et

---

<sup>11</sup> Farrell et al., 2014, Tonry 2014, Baumer et Wolff 2014

<sup>12</sup> Blumstein 2006, Baumer et Wolff 2014

<sup>13</sup> Baumer et Wolff, 2014

<sup>14</sup> Par exemple Wehner et Levin 2007. Wehner et Levin étaient les conseillers politiques du président George W. Bush. Écrivant juste avant la crise financière de 2008, ils affirment que, depuis 1993, les États-Unis ont connu un revirement spectaculaire, citant la baisse de la criminalité, la diminution des assistés sociaux et la diminution des problèmes sociaux de toutes sortes.

les communautés de couleur. Mais cela ne peut empêcher les spécialistes des sciences sociales d'aborder le monde tel qu'il est. Le point a été soulevé par William Julius Wilson il y a trente ans. Dans *The Truly Disadvantaged*, il cherchait à expliquer pourquoi « le chômage, les naissances hors mariage, les familles monoparentales, la dépendance à l'aide sociale et les crimes graves » avaient augmenté dans les quartiers noirs.<sup>15</sup> Il a regretté que « les universitaires progressistes se soient éloignés de la recherche de comportements peu flatteurs ou stigmatisants » et dressé une liste de stratagèmes communs pour éviter une discussion sérieuse des sujets sensibles : accusations de blâmer la victime, insistance sur l'*agency*, la résilience et les autres aspects positifs de l'expérience des pauvres, ainsi qu'une dépendance excessive au concept de racisme pour expliquer le changement social et politique.<sup>16</sup>

Je suis d'accord avec Wilson. En particulier, je pense que le rôle du crime dans la structuration des sociétés est grossièrement sous-estimé. De manière typiquement constructiviste, la peur du crime est souvent analysée dans les sciences sociales comme une illusion manipulée par les médias et les politiciens.<sup>17</sup> Pourtant, dès que les cadavres s'empilent dans les rues, la vie quotidienne des personnes des différents groupes sociaux est complètement transformée, comme l'a montré la sociologue Ana Villarreal dans une étude de Monterrey lors d'un pic de violence de cartels de la drogue en 2009-2012.<sup>18</sup> Les gens doivent soudainement prendre des précautions coûteuses qui diminuent considérablement leur qualité de vie. Inversement, et comme je le souligne dans *The Upper Limit*, la baisse des taux de criminalité est très importante dans la vie de tous les jours. Je crois que les spécialistes des sciences sociales doivent prendre au sérieux les variations des taux de criminalité et d'autres problèmes sociaux comme indices pour évaluer le fonctionnement d'un mix donné d'état-providence et de punition. La théorie de la limite supérieure, basée sur une reformulation originale du principe victorien de *less eligibility*, est ma tentative de penser de manière réaliste au crime, aux aides sociales et aux pratiques pénales.

La limite supérieure propose une théorie inhabituellement vaste (chapitre 1). Le seul moyen de falsifier la théorie est « l'option Piketty » : recueillir des données dans des dizaines de pays sur six siècles et prouver systématiquement sa validité universelle. Cette stratégie pose des défis empiriques écrasants, et je ne vais pas poursuivre l'option Piketty. Au lieu de cela, j'utiliserai la théorie pour donner un sens à l'histoire de la punition et de l'état-providence dans les États-Unis d'après-guerre et, en particulier, de l'ajustement punitif qui a eu lieu depuis les années 1970 (chapitre 2). J'explorerai ensuite les conséquences locales de cet ajustement punitif dans un quartier urbain pauvre appelé East New York à Brooklyn (New York), où j'ai effectué des recherches sur le terrain en 2006-2011 (chapitres 3-7). East New York constitue une fenêtre d'observation pertinente car il est, entre les années 1960 et 1990, un quartier à forte criminalité, puis est devenu l'un des endroits où la criminalité a le plus diminué depuis le début des années 1990. East New York est un quartier où le taux de chômage est élevé, c'est-à-dire où le marché du travail ne peut à lui seul assurer l'ordre social. Au lieu de cela, l'ordre se réalise à travers la poigne de fer de la politique sociale et pénale. Le cas de ce quartier nous oblige à prendre au sérieux les avantages de la baisse des taux de criminalité, ainsi que les coûts de mise en œuvre d'un mélange plus sévère d'état-providence et de punition.

---

<sup>15</sup> Wilson 1987: 140.

<sup>16</sup> Wilson 1987: 4, 6-10.

<sup>17</sup> Cet argument est présenté par Villarreal 2015: 137.

<sup>18</sup> Villarreal 2015.

J'ai fait la plus grande partie de mon travail sur le terrain à East New York avec une organisation à but non lucratif appelée Family Justice, qui fait partie d'une énorme industrie d'ONG offrant des services directs dans les quartiers pauvres. Family Justice était initialement basé à Lower East Side, à Manhattan, où elle menait un programme de réduction de la toxicomanie. Alors que le Lower East Side a atteint une gentrification presque complète dans les années 2000, la clientèle de Family Justice a diminué. En 2006, la fondatrice et directrice générale de Family Justice, Carol Shapiro, a planifié une phase d'*outreach* à East New York et a chargé une jeune chef de projet, Jenn, d'établir des liens avec les intervenants communautaires. Le plan était d'ouvrir un bureau pour aider les familles des prisonniers, dans le cadre des préoccupations croissantes sur la réintégration des prisonniers. En raison de l'incarcération massive, un quart de tous les enfants noirs nés en 1990 ont eu un parent incarcéré.<sup>19</sup> Family Justice a donc travaillé à l'intersection de l'état-providence et de la punition.

Carol Shapiro et Jenn ont tous les deux accepté de me laisser suivre Jenn quotidiennement à East New York, et les autres ONG, les organismes de logement, les églises, etc. Je leur suis reconnaissant pour cela à jamais. En 2006, j'ai passé six mois avec Jenn à rencontrer des gens et à assister à des événements communautaires à East New York tous les jours. Nous avons rencontré des personnes impliquées dans différents aspects de la politique sociale et pénale : police, réintégration, prestation de services sociaux, sans-abrisme. Nous avons assisté à des réunions entre la police et la communauté, nous avons parlé à des policiers et nous avons fait du covoiturage dans des voitures de police. Nous avons rencontré des exploitants de refuges pour sans-abri, des politiciens, des administrateurs de logements publics et des pasteurs. Alors que j'étais intégré à Family Justice, j'ai également observé le fonctionnement interne d'une ONG. Family Justice ne m'a pas payé ou remboursé quoi que ce soit dont je me souviens ; j'ai maintenu une indépendance financière totale tout au long du travail sur le terrain. Je suis revenu seul une fois par an entre 2007 et 2011, pour des périodes de deux semaines à trois mois et d'anciens répondants revisités. Au total, j'ai environ quatre-vingt entretiens et notes de trente réunions à East New York.

*The Upper Limit* s'appuie sur ce travail de terrain pour éclairer ce que le principe de *less eligibility* signifie pour les individus ordinaires après un ajustement punitif. Cela montre pourquoi la police américaine est si brutale et comment la police ne peut pas être courtoise et débonnaire dans une société violente et inégale. Il explique pourquoi l'expérience du retour des prisonniers est rendue si vexante : il est impossible de donner aux anciens criminels ce qui est systématiquement refusé aux citoyens respectueux des lois, même si cela signifie plus de récidive. Il montre comment la politique du sans-abrisme de la ville de New York gaspille beaucoup d'argent pour rendre les foyers désagréables et forcer les gens à payer leur loyer sur le marché privé. Il explique comment la montée en puissance des services sociaux sans but lucratif est le symptôme d'un État-providence inférieur, appartenant à une société sans salaire minimum significatif.

Mon travail de terrain m'a permis d'observer les schémas communs qui organisent différents secteurs des politiques publiques. Contrairement à d'autres universitaires qui ont suivi des organisations similaires,<sup>20</sup> je n'ai pas l'intention de documenter la substance du travail de Family Justice ou l'effet qu'elle est censée avoir sur les clients. Je ne suis pas non plus en train d'essayer de décrire le « ghetto ». Je décris la vision d'ensemble du mix de la punition et de l'état-providence et de sa logique globale. East New York est un cadre où j'observe les

---

<sup>19</sup> Wildeman 2009.

<sup>20</sup> Par exemple Soss et al. 2011, Miller 2014 ou Duvoux 2015.

conséquences d'un ajustement de *less eligibility*. Les « données ethnographiques » signifient quelque chose pour moi dans la mesure où elles reflètent des processus organisationnels ou structurels systématiques, qui peuvent étoffer le principe abstrait / structurel de *less eligibility*.

Comme l'a expliqué la sociologue Nicole Marwell, ce qui se passe dans les quartiers pauvres est le résultat des décisions des organisations (sociétés et conseils immobiliers, administrations, entreprises, ONG, etc.).<sup>21</sup> Les organisations ne sont pas des acteurs rationnels parfaits, mais elles ne sont pas irrémédiablement idiosyncratiques comme le sont les humains. Contrairement aux statistiques agrégées, les organisations agissent et sont observables. En bref, je m'intéresse à la façon dont les structures d'incitations produisent des résultats typiques, et les organisations sont le meilleur proxy pour étudier comment les structures contraignent les options des gens. Je m'intéresse à la logique objective des systèmes organisés, pas aux expériences individuelles. Je n'écris pas une ethnographie dans laquelle j'observe un groupe de personnes et j'écris des descriptions soigneuses de ce qu'ils ont fait et de ce qu'ils ont dit, ni je m'engage dans des spéculations encore plus délicates sur ce qu'ils pensent ou ressentent. C'est pourquoi j'évite les longues citations ou les descriptions détaillées. En fin de compte, ils ajoutent plus de bruit, des rationalisations vides, et plus de nuance là où nous avons déjà du mal à établir une vue d'ensemble.

Ce livre est principalement basé sur des notes prises lors de mon travail sur le terrain à East New York. L'ethnographie a récemment été critiquée pour ses normes de précision. Selon les journalistes, les ethnographes sont moins rigoureux dans la présentation des preuves que les journalistes, ils sont tenus à des normes de preuve plus faibles et ils n'ont pas de rédacteurs ou de contrôleurs de faits qui regardent leurs histoires avec une perspective accusatoire.<sup>22</sup> Bien qu'il n'y ait aucune révélation d'actualité dans ce livre, il y a un souci d'exactitude. C'est pourquoi j'ai utilisé une foule de reportages d'actualité, de politiques et de blogs sur le crime et l'état-providence pour étayer mes affirmations et mes analyses. En cela, j'ai bénéficié de la situation particulière de New York. Chaque jour, il y a peut-être des milliers de journalistes qui écrivent des reportages sur la ville, avec des articles de presse informatifs disponibles sur un sujet donné paraissant dans des publications allant des magazines haut de gamme aux blogs locaux. La dépendance au journalisme dans mon travail, qui parfois relègue mes données originales à l'arrière-plan, est une tentative délibérée de consolider la véracité de ma propre recherche sur le terrain.

En plus de mes propres notes, j'ai utilisé les notes de terrain de Jenn. Jenn a travaillé pour Family Justice en tant que chef de projet, mais elle était également curieuse au sujet des sciences sociales. Je ne la voyais pas comme sujet de recherche et je n'ai pas un seul interview d'elle dans mes fichiers. Au lieu de cela, nous avons passé d'innombrables heures à discuter de nos interviews et de nos observations. Je lui ai même prêté une copie de *Writing Ethnographic Fieldnotes* d'Emerson. Elle a donc écrit les notes de terrain pour un certain nombre d'entretiens et de réunions. Nous avons écrit nos notes sur le même fichier, que nous avons envoyé plusieurs fois par e-mail. Pour certains des événements auxquels nous avons participé, j'ai mes deux comptes-rendus ; pour la plupart, seulement le mien ; et pour les événements où elle est allée seule, son compte-rendu. Chacun de ces comptes-rendu a été lu par l'autre à l'époque, commenté, modifié, corrigé et discuté pendant le déjeuner ou pendant les déplacements. Cela m'amène à espérer que « mes » notes ne sont pas un solipsisme incontrôlé, et que les malentendus triviaux et les erreurs en anglais sont sous contrôle. Les

---

<sup>21</sup> Marwell 2007, s'appuyant sur Perrow 1990.

<sup>22</sup> Neyfakh 2015, Lubet 2017.



interprétations des notes que je fais aujourd'hui, près de dix ans plus tard, sont miennes. Je suis profondément reconnaissant à Jenn pour sa contribution à ce livre.

Le premier chapitre de *The Upper Limit* porte sur la vision d'ensemble. Le concept de *less eligibility* existe depuis environ deux cents ans, mais n'a pas encore été formulé correctement. Je le fais au chapitre 1, qui repose sur le travail conceptuel et les études comparatives historiques de l'état-providence et de la punition. Ce chapitre explique la logique de l'évolution de la politique sociale et pénale à travers les sociétés. Pour qu'une société soit fondamentalement fonctionnelle, les aides sociales doivent être moins attrayantes que le travail à bas salaire, et la punition doit rendre la criminalité moins attrayante que l'aide sociale. La punition et les aides sociales sont limitées par la situation de la classe la plus basse des travailleurs sur le marché du travail - la limite supérieure de la politique sociale et pénale. Le principe de *less eligibility* explique, par exemple, pourquoi les aides aux pauvres en Angleterre en 1834 étaient restrictives, et pourquoi les prisons finlandaises d'aujourd'hui ont des saunas. Selon moi, la logique de la *less eligibility* est à l'œuvre depuis des siècles et peut être utilisée pour comprendre les évolutions récentes de l'état-providence et de punition.

Le chapitre 2 se concentre sur l'évolution de la politique sociale et pénale aux États-Unis et propose une réinterprétation de l'histoire américaine récente. Avant les années 1960, il y avait deux sociétés distinctes aux États-Unis, avec deux structures distinctes d'état-providence et de punition. L'une était pour les blancs, et suivait la trajectoire européenne, tandis que l'autre était pour les Noirs du Sud et, avec l'esclavage suivi des lois de Jim Crow, était horriblement cruel. L'unification de ces deux sociétés à travers la Grande Migration des Noirs du Sud vers le Nord et l'Ouest, en grande partie blancs, a provoqué un effondrement de *less eligibility*, avec des taux de criminalité et d'aide sociale en forte augmentation. La gamme d'options disponibles a été limitée par les transformations économiques: depuis les années 1970, le changement structurel a fait baisser les niveaux de vie pour les Américains à faible revenu dans tous les domaines. La limite supérieure pour l'état-providence et la punition a été abaissée à un moment de crise, et a permis seulement un ajustement à la baisse de *less eligibility*, qui a suivi par la suite une route toujours moins généreuse, toujours plus punitive. Cela a eu un succès retentissant dans la réduction de la criminalité, et un échec retentissant dans l'amélioration du niveau de vie de la classe la plus basse des travailleurs.

Dans le chapitre 3, je propose une étude empirique du résultat de cet ajustement punitif de *less eligibility* à East New York, Brooklyn. Ses résidents, pour la plupart pauvres, ont le plus souffert de la réduction de l'aide sociale et des politiques pénales punitives, mais ils ont également profité de la baisse du taux de criminalité qui a transformé leur vie quotidienne. La baisse de la criminalité, l'amélioration des conditions et la hausse des valeurs foncières ont légitimé les transformations de l'état-providence et de la punition. East New York est exemplaire de la mise en œuvre d'une combinaison de politiques sociales et pénales qui « fonctionne », en ce sens que le crime est contenu.

À quel prix? Les quatre chapitres restants documentent le coût social et humain de la mise en œuvre d'une punition sévère et d'un état-providence restrictif, avec un accent particulier sur East New York.

La punition ne consiste pas seulement dans le taux d'incarcération, mais aussi dans le travail policier quotidien. Un nombre extraordinaire de personnes tuées par des policiers a commencé à faire la lumière sur la réalité du travail de police aux États-Unis. Le chapitre 4 explique comment la chute du crime a apporté une énorme légitimité au service de police de New York

(NYPD). Je documente comment les abus la police ont conduit au mécontentement parmi beaucoup à East New York. Pourtant, beaucoup d'autres dans le quartier, en particulier les propriétaires, exigent plus de maintien de l'ordre, comme la baisse de la criminalité augmente la valeur de leurs maisons. Le chapitre montre que le comportement de la police doit être compris dans son contexte structurel.

Une conséquence de la police agressive et de l'incarcération de masse est la réintégration des prisonniers. Beaucoup de prisonniers signifient que beaucoup de gens reviennent de prison. Ils ont besoin d'un logement, mais il est interdit aux personnes ayant un casier judiciaire de vivre dans des logements sociaux, et les locataires peuvent être expulsés pour avoir accordé l'hospitalité à un mari ou à un fils qui revient de prison. J'explique dans le chapitre 5 pourquoi cette interdiction est contreproductive pour les forces de l'ordre et documente comment la libération conditionnelle et la New York City Housing Authority (NYCHA) ont travaillé avec une ONG - Family Justice - pour contourner la loi et atteindre les libérés conditionnels et leurs familles.

Dans le chapitre 6, je discute de l'essor et de l'importance des ONG comme Family Justice dans la prestation de services d'aides aux pauvres. Les ONG sont les produits de la privatisation et de la dévolution de l'État providence. La façon dont les contrats sont distribués et les contraintes légales sur les dépenses gouvernementales ont créé une situation où deux types d'ONG qui aident les pauvres survivent: les organisations hautement professionnels, tels que Family Justice, d'une part, et les organisations locales politiquement connectées, d'autre part. La grande majorité des deux types d'ONG font de leur mieux pour aider significativement les pauvres. Mais parce que les ressources sont rares, les ONG ont tendance à envoyer leurs clients dans des boucles interminables de renvois tandis que les administrateurs essaient frénétiquement d'atteindre les indicateurs de performance. Cette organisation des aides sociales est le symptôme d'une société où les conditions de vie au bas du marché du travail sont si mauvaises que la générosité de l'état-providence doit être réduite en conséquence.

Le chapitre 7 soutient que la politique du droit au logement de New York crée une faille de *less eligibility*: étant donné les coûts astronomiques du logement à New York, le droit au logement rend les secours dangereusement attrayants. Je documente donc comment la ville respecte la loi (pour fournir des places dans les foyers pour sans-abri) et réinstalle de la *less eligibility* sur le marché du logement en dépensant beaucoup d'argent pour rendre les foyers pour sans-abri délibérément désagréable. La politique du logement est conçue pour rendre l'expérience du foyer moins attrayante que la location d'un appartement privé au prix du marché. Pour ceux qui ne sont pas contents, il y a toujours la prison, ce qui souligne la continuité dans la politique sociale et pénale sur laquelle repose la théorie de la limite supérieure.

Le principe de *less eligibility* est en lui-même conceptuellement indépendant du type d'état-providence et de politique pénale à appliquer. La théorie de la limite supérieure suggère que ce n'est que lorsque les conditions de vie des travailleurs les moins bien payés s'amélioreront que la limite supérieure des aides sociales et des pratiques pénales augmentera. Cela signifie que si les progressistes sont intéressés par le changement, une approche systémique est nécessaire au lieu de tentatives isolées. En conséquence, et compte tenu des progrès récents de la sociologie des inégalités, je recommande aux sociétés de redoubler d'efforts pour améliorer le plus possible leur niveau de vie au salaire minimum, afin de se débarrasser d'un maximum

de problèmes sociaux. Je soutiens que la théorie de la limite supérieure est un pas dans la direction de reconnaître le monde tel qu'il est.

## Références

- Alexander, M. (2010). *The new Jim Crow: Mass incarceration in the age of colorblindness*. The New Press.
- Baumer, E. P., & Wolff, K. T. (2014). Evaluating contemporary crime drop(s) in America, New York City, and many other places. *Justice Quarterly*, 31(1), 5-38.
- Blumstein, A. (2006). The crime drop in America: An exploration of some recent crime trends. *Journal of Scandinavian Studies in Criminology and Crime Prevention*, 7(S1), 17-35.
- Duvoux, N. (2015). *Les oubliés du rêve américain: philanthropie, État et pauvreté urbaine aux États-Unis*. Paris : PUF.
- Farrell, G., Tilley, N., & Tseloni, A. (2014). Why the crime drop?. *Crime and Justice*, 43(1), 421-490.
- Garland, D. (2001). *The culture of control. Crime and social order in contemporary society*. Oxford: Oxford University Press
- Gottschalk, M. (2006). *The prison and the gallows: The politics of mass incarceration in America*. Cambridge University Press.
- Gottschalk, M. (2015). *Caught: The prison state and the lockdown of American politics*. Princeton University Press.
- Hinton, E. (2016). *From the War on Poverty to the War on Crime: The Making of Mass Incarceration in America*. Harvard University Press.
- Jacobs, D., & Jackson, A. L. (2010). On the politics of imprisonments: A review of systematic findings. *Annual Review of Law and Social Science*, 6, 129-149.
- Levitt, S. D. (2004). Understanding why crime fell in the 1990s: Four factors that explain the decline and six that do not. *The Journal of Economic Perspectives*, 18(1), 163-190.
- Lubet, S. (2017). *Interrogating Ethnography: Why Evidence Matters*. Oxford University Press.
- Marwell, N. P. (2007). *Bargaining for Brooklyn: Community Organizations in the Entrepreneurial City*. Chicago: University of Chicago Press.
- Miller, R. J. (2014). Devolving the carceral state: Race, prisoner reentry, and the micro-politics of urban poverty management. *Punishment & Society*, 16(3), 305-335.
- Murakawa, N. (2014). *The first civil right: How liberals built prison America*. Oxford University Press.
- Neyfakh, Leon. 2015. The Ethics of Ethnography. *Slate*. June 18.  
[http://www.slate.com/articles/news\\_and\\_politics/crime/2015/06/alice\\_goffman\\_s\\_on\\_the\\_run\\_is\\_the\\_sociologist\\_to\\_blame\\_for\\_the\\_inconsistencies.html](http://www.slate.com/articles/news_and_politics/crime/2015/06/alice_goffman_s_on_the_run_is_the_sociologist_to_blame_for_the_inconsistencies.html)
- Perrow, Charles. (1991). A Society of Organizations. *Theory and Society*. 20 (6): 725-762
- Pfaff, J. (2017). *Locked In: The True Causes of Mass Incarceration—and How to Achieve Real Reform*. Basic Books.
- Scheper-Hughes, N. (1992). *Death without weeping. The violence of everyday life in Brazil*. Berkeley: California University Press.
- Scheper-Hughes, N. (2015). Death Squads and Vigilante Politics of Violence in Democratic Northeast Brazil. Pp. 266-304 in *Violence at the Urban Margins*, J. Auyero, P. Bourgois, N. Scheper-Hughes (ed.), Oxford University Press.
- Sharkey, P. (2018). *Uneasy Peace: The Great Crime Decline, the Renewal of City Life, and the Next War on Violence*. New York: W.W. Norton & Company

- Soss, J., Fording, R. C., & Schram, S. (2011). *Disciplining the poor: Neoliberal paternalism and the persistent power of race*. University of Chicago Press.
- Stowell, J. I., Messner, S. F., McGeever, K. F., & Raffalovich, L. E. (2009). Immigration and the recent violent crime drop in the united states: a pooled, cross-sectional time-series analysis of metropolitan areas. *Criminology*, 47(3), 889-928.
- Tonry, M. (2009). Explanations of American punishment policies: A national history. *Punishment & Society*, 11(3), 377-394.
- Tonry, M. (2014). Why crime rates are falling throughout the Western world. *Crime and Justice*, 43(1), 1-63.
- Villarreal, A. (2015). Fear and spectacular drug violence in Monterrey. in Auyero, J., Bourgois, P., & Scheper-Hughes, N. (Eds.). (2015). *Violence at the urban margins*. Oxford University Press. Pp. 135-161.
- Wacquant, L. (2009). *Punishing the poor: The neoliberal government of social insecurity*. Duke University Press.
- Wadsworth, T. (2010). Is immigration responsible for the crime drop? An assessment of the influence of immigration on changes in violent crime between 1990 and 2000. *Social Science Quarterly* 91 (2), 531-553
- Wehner, Peter and Yuval Levin. (2007). Crime, Drugs, Welfare—and Other Good News, *Commentary*, 124 (5), pp. 19-24
- Wildeman, C. (2009). Parental imprisonment, the prison boom, and the concentration of childhood disadvantage. *Demography*, 46(2), 265-280.
- Wilson, W. J. (1987). *The truly disadvantaged: The inner city, the underclass, and social policy*. Chicago: University of Chicago Press.
- Zimring, F. E. (2011). *The city that became safe: New York's lessons for urban crime and its control*. Oxford University Press.